

Lors de notre dernière réunion, notre secrétaire de section nous a rappelé cette citation de Marx qui explique que l'histoire se répète «La première fois comme une tragédie, la seconde fois comme une farce ».

Herbert Marcuse en 1965 complétait cette phrase issue du «18 brumaire de Louis Bonaparte» et écrivait qu'il arrive que la répétition de la tragédie sous forme de farce soit plus terrifiante que la tragédie initiale.

1/L'histoire se répète- t-elle aujourd'hui?

Dans un livre sorti récemment un auteur (1) confronte les écrits de 1932 de deux juristes et philosophes allemands.

Après la crise de 29, le dogme libéral de la concurrence libre et non faussée qui sous-tendait les politiques austéritaires (réduction du nombre de fonctionnaires baisse des dépenses sociales des indemnisations du chômage et des retraites...) conduit le néolibéralisme, pour sortir de la crise, à un interventionnisme accompagnant la libéralisation de l'économie par l'ouverture d'aides et de crédits aux entreprises.

Mais cela n'était possible «qu'à la condition de cadenasser le champ de la conflictualité sociale» (1), autrement dit «d'écraser la lutte des classes sous un talon de fer»(1).

Le premier des deux juristes/philosophes allemands était partisan d'octroyer à un homme providentiel à travers l'État d'urgence le pouvoir de légiférer par ordonnances pour une intervention économique et sociale assortie d'une répression accrue. Plus tard il adhéra au parti nazi et fut considéré comme un théoricien du nazisme.

Le second des juristes/philosophes allemands expliquait au contraire que ces politiques économiques allant à l'encontre des intérêts de 90% de la population ne pouvaient déboucher que sur un fort mécontentement et une répression encore plus féroce ou... sur une situation révolutionnaire. Mais, il a seulement pressenti l'horreur nazie puisqu'il est mort en 1932.

L'alternative entre socialisme et barbarie ne peut pas être plus simplement expliquée qu'à travers les écrits de ces deux personnages. Ce que l'on y voit c'est que l'application de la théorie du libéralisme autoritaire a préparé, facilité et accueilli la montée du nazisme.

La confrontation des écrits de ces deux hommes est extrêmement intéressante si on la rapporte à la situation de crise que traverse le capitalisme depuis le début du 21ème siècle où les tentations autoritaires apparaissent de plus en plus prégnantes.

L'histoire s'est déjà répétée au siècle précédent, notamment au Chili, où les «boys» de l'école de Chicago ont importé les théories libérales de l'économiste Friedrich Hayek avec l'appui de la dictature de Pinochet.

Elle éclaire ce qui se passe dans notre pays où on voit clairement se dessiner une politique, favorisée par la crise sanitaire, qui ouvre largement le crédit au capital et veut en faire payer le prix à l'ensemble du peuple.

2/ Danger fasciste ou situation révolutionnaire?

Ce qui se passe en Italie doit nous alerter et nous forcer à une réflexion approfondie sur ce qui peut atteindre notre pays dans un futur très proche.

Mario Draghi qui fut un temps chef de la BCE, avec la politique dont les européens et particulièrement les grecs ont vu les effets, est à la tête d'un gouvernement qui réunit le parti démocrate, la droite, des populistes et une partie de l'extrême droite.

Cette union se réalise sous la direction d'un grand valet du capital et ne laisse donc aucune illusion sur le fait qu'elle se fera sur le dos et contre le peuple.

La présence du parti démocrate qui réunit en son sein des courants issus de la gauche anciennement communiste dont la majorité a opéré un tournant ouvertement réformiste, de la gauche anciennement socialiste et de la démocratie chrétienne doit légitimement nous inquiéter. Certes les racines historiques du Pcf plongeant dans " la république de 1793, l'émergence du mouvement ouvrier de 1848, la commune de 1871" permettent d'espérer une plus grande résistance aux renoncements...

En Italie, les néofascistes sont tapis dans l'ombre et, alors que cette alliance hétéroclite va creuser par sa politique le mécontentement de la grande majorité de la population italienne, cela peut laisser craindre la possibilité d'une nouvelle séquence extrême.

Cette union sacrée derrière le champion des politiques libérales européennes d'un échiquier large des politiciens italiens laisse apparaître au grand jour combien fait défaut dans ce pays un parti communiste qui a été sabordé sur l'autel du capitalisme triomphant («la fin de l'histoire») des décennies 90/2010. Car un Parti communiste présent dans le paysage politique et électoral et dans les luttes, porteur d'un projet de classe mettant en jeu la fin de la domination du capital par des mesures économiques sociales et démocratiques jusqu'au sein même de l'entreprise, est un élément déterminant pour entraver cette union sacrée qui emporte avec la droite y compris extrême un parti social démocrate de centre gauche et des populistes aux abois.

Et chez nous comment faire face à la menace qui se profile quand le débat Darmanin/Le Pen montre l'évidence de la porosité des idées qui existent entre les deux familles politiques, idées qui sous-tendent la politique macronienne de libéralisation de l'économie, de soutien aux grandes entreprises combinée à des textes de loi de plus en plus liberticides?

En 1932 le Parti communiste allemand en renvoyant dos à dos les socio-démocrates et les nazis s'est interdit toute stratégie de front unique face à cette menace, et même si nul ne peut dire si les forces de gauche en l'état, bien que rassemblées, auraient été en mesure d'arrêter la montée des nazis, il reste que la division lui a certainement facilité la tâche.

On ne peut aujourd'hui courir ce risque.

Et c'est bien pour cela que diaboliser les socio-démocrates français, quels qu'ils soient ne serait pas responsable. Il nous faut, bien entendu, garder les yeux ouverts sur le rôle mortifère qu'ils ont joué pendant plusieurs décennies dans la destruction des conquêtes sociales et sur le fait qu'ils ont largement participé à l'offensive idéologique qui conduit aujourd'hui une grande partie des électeurs à une perte de confiance dans la possibilité d'un changement et à l'abstention.

Cette abstention est électorale mais se traduit aussi dans les luttes.

Pour résumer, de cette histoire récente ou même contemporaine je retiens les leçons suivantes

- le capitalisme a aujourd'hui besoin de d'un système répressif pour contraindre les peuples à accepter un durcissement de son combat de classe,
- Ce contexte et ses conséquences sociales ouvrent potentiellement la voie à une solution de type fasciste
- Seul un projet qui touche ses fondements est en mesure de contrer efficacement les reculs de civilisation qu'emportent les besoins actuels du capital, or ce projet n'est pas aujourd'hui audible.

3/ Que faire?

- D'abord affirmer combien l'existence du Parti communiste dans notre pays et un regain de son influence sont essentiels. Il est le seul aujourd'hui à porter un vrai projet de classe. A cet égard il faut sans hésiter lever toutes les ambiguïtés, la lecture des programmes des autres formations de gauche dans les séquences électorales actuelles fait apparaître des différences fondamentales et tous ceux qui disent aujourd'hui que notre programme est identique à celui de LFI n'ont pas fait l'effort d'y regarder de plus près,
- Il est donc primordial de faire apparaître ce qui fait la singularité de notre discours, autrement dit de mener un travail critico-idéologique sans concession à commencer par la dénonciation du discours démocrates- libéral moralisateur qui enveloppe la domination du capital. Ça suffit, nous ne devons plus nous excuser d'être communistes c'est plutôt à tous ceux qui creusent le désespoir pour maintenir leurs profits de le faire !
- Malgré tout ce que nous pouvons leur reprocher et les trahisons que nous avons du mal à digérer nous devons rester ouverts à nos partenaires de gauche, quels qu'ils soient, par égard à l'histoire qui a montré combien un positionnement de repli sur soi peut être dangereux.
- Mais cela ne doit plus se faire en mettant notre communisme dans la poche! Cela vaut pour la vie quotidienne dans les luttes et dans les séquences électorales quelle qu'elles soient. Nous fondre dans une mouvance populo-réformiste serait une grave erreur!

C'est donc à nous qu'il appartient aujourd'hui de gagner les esprits sur l'indispensable dépassement du capitalisme. Si nous ne le faisons pas qui pourra le faire ?

C'est à nous aussi qu'il appartient de toute urgence d'éclairer la menace d'une nouvelle séquence d'un capitalisme libéral et autoritaire qui peut aller jusqu'au fascisme. Si nous ne le faisons pas qui voudra le faire?

En tirer les conséquences c'est d'abord ne pas éluder la question des candidatures communistes à tous les niveaux d'élections. Cela ne veut pas dire que nous devons toujours et partout être présents mais qu'il ne faut certainement pas y renoncer et qu'en tout état de cause un rassemblement quel qu'il soit ne doit jamais nuire à la visibilité de notre projet.

La peur de la division à gauche, pas plus que celle d'un second tour mortifère aux présidentielles de 2022, ne doit surtout pas nous conduire à mettre notre drapeau dans la poche.

Nous l'avons assez fait, avec le résultat que l'on sait pour ne pas recommencer encore et encore, et cela pose inévitablement la question du vote «anti RN», que certains appellent le vote républicain sans d'ailleurs clairement définir ce concept.

Dans ma contribution pour le 38ème congrès je soulignais en 2018, que l'hypothèque que représente l'extrême droite n'était pas suffisamment analysée dans les textes qui nous étaient proposés pas plus que le piège qui nous est tendu depuis la fin du siècle dernier à chaque élection, largement encouragé à des fins de stratégie électorale par les apprentis sorciers socio- démocrates comme par la finance et les médias qui lui sont inféodés, piège qui nous a conduits à appeler, lors de la dernière présidentielle, au soutien du meilleur instrument du libéralisme qu'est Macron!

Nous ne pouvons faire aujourd'hui l'économie d'une analyse approfondie du contenu de notre discours face à ce non choix qui nous est proposé comme inévitable et surtout, surtout nous ne devons jamais omettre dans nos interventions de mettre en lumière les liens qui unissent, au service du capital, l'extrême centre macronien la droite, et le RN.

(1) du libéralisme autoritaire